

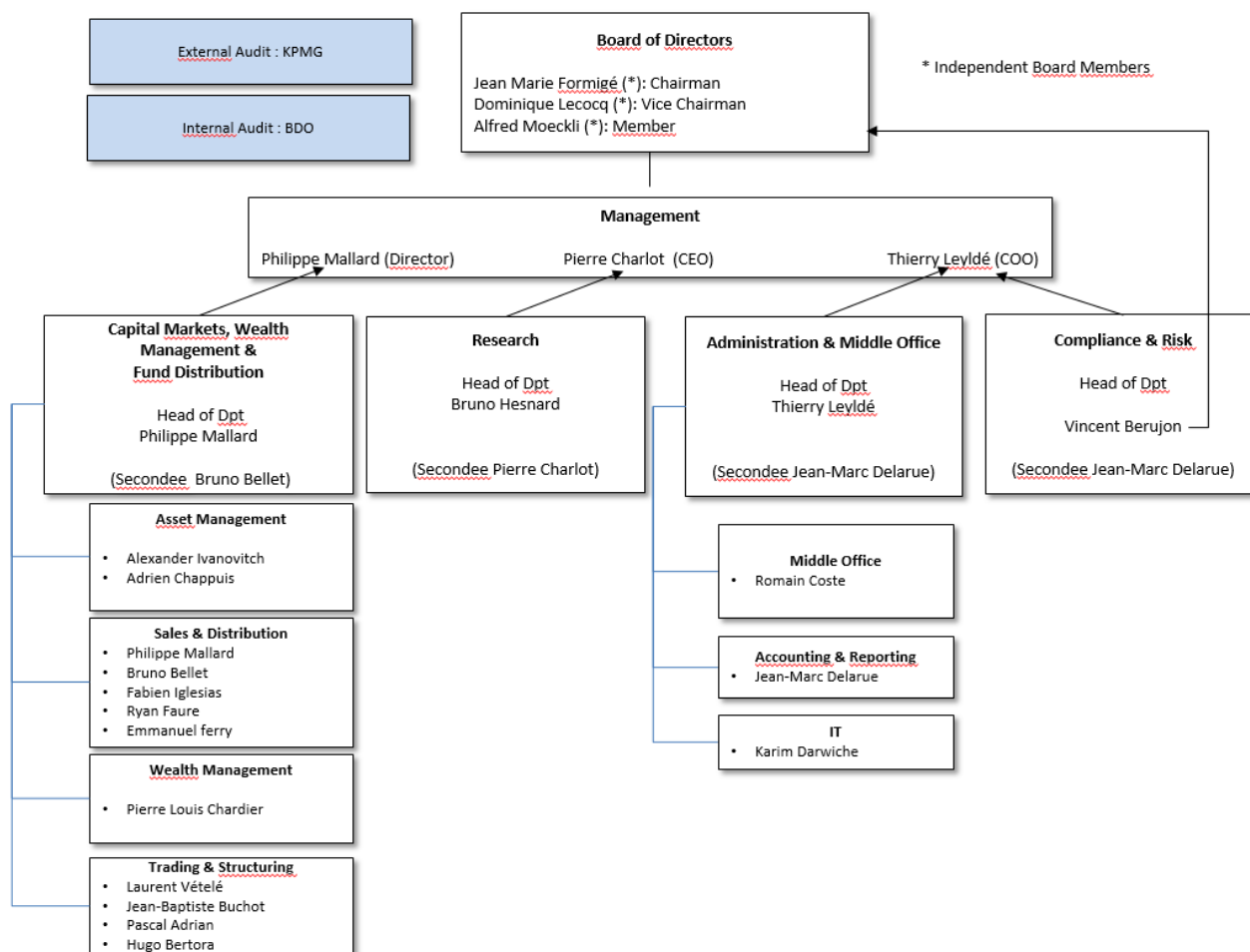
UNION IIII SECURITIES

RAPPORT DE GESTION 2022

1. Organes de la société

Le Règlement d'organisation d'Union Securities Switzerland S.A. (« USS ») définit l'organisation et régit les responsabilités et pouvoirs des différents organes ci-dessous:

- Le conseil d'administration (le « Conseil ») ;
- La direction (la « Direction ») qui est présidée par le Chief Executive Officer (le « CEO ») ;
- Le département Capital Markets, Wealth Management & Fund distribution (le « Département Capital Markets, Wealth Management & Fund Distribution ») qui est dirigé par le Head of Capital Markets, Wealth Management & Fund distribution ;
- Le département Research;
- Le département Administration et Middle Office (le « Département Administration & Middle Office ») qui est dirigé par le Chief Operating Officer (le « COO ») ;
- Le département Compliance et Risk (le « Département Compliance & Risk ») ;
- Le réviseur interne (le « Réviseur Interne » ou la « Révision Interne ») ;



Le Conseil est composé de trois administrateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour la période s'écoulant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale ordinaire. Les

Membres du Conseil peuvent être réélus sans limitation. La FINMA doit être informée préalablement de toute nomination ou révocation des Membres du Conseil. Le Conseil se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins quatre fois par année.

Le Conseil d'Administration d'USS est composé des personnes suivantes :

- M. Jean-Marie Formigé à Nassau, Bahamas, Administrateur, Président.
 - M. Jean-Marie Formigé est un membre indépendant du Conseil d'administration.
 - Né le 31 décembre 1972, M. Jean-Marie Formigé possède un Master en économie et sciences sociales de l'Université de Genève. Il est un membre indépendant du Conseil d'administration et ne campe aucune fonction opérationnelle au sein de la société. Il a notamment travaillé auprès des banques Crédit Suisse et Reyl & Cie SA à Genève dans des postes de direction, et a fondé récemment la société Bayard SA.
- M. Dominique Lecocq de Genève, à Meinier, Administrateur, Vice-Président.
 - M. Dominique Lecocq est un membre indépendant du Conseil d'administration.
 - Né le 3 juillet 1976, Dominique Lecocq possède un diplôme de droit de l'Université de Genève. Il exerce actuellement en qualité d'avocat la fonction de Managing Partner au sein de Lecocqassociates à Genève, Malte et Dubai, qui est spécialisé en droit financier. M. Dominique Lecocq a par ailleurs développé son expérience au sein de grands cabinets d'avocats tels que Pestalozzi Avocats SA ou encore Schellenberg Wittmer où il a exercé la fonction de collaborateur.
- M. Alfred Moeckli à Zürich, administrateur depuis le 1^{er} juillet 2019.
 - M. Alfred Moeckli est un membre indépendant du Conseil d'administration.
 - Né le 2 juillet 1960, M. Alfred Moeckli possède un Master of Business Administration de l'Université de Northwestern (Evanston, USA). Il a occupé de nombreuses fonctions de direction dans le monde bancaire comme Group Chief Executive Officer de VP Bank, Chief Executive Officer de Bank Zweiplus AG et Swissquote Bank, deputy Chief Executive Officer de Falcon Private Bank Bank Ltd.

La révision interne est prise en charge par le cabinet BDO SA, Genève.

La société d'audit externe est KPMG SA, Genève.

La Direction est composée des personnes suivantes :

- Pierre Charlot : Chief Executive Officer
 - Né le 31 mai 1973, Pierre Charlot, de nationalité belge, possède un Master en Mathématiques et sciences actuarielles de l'université de Bruxelles. Il détient également un diplôme de Portfolio Management et d'analyse financière. Il a acquis une grande expérience dans le domaine des produits financiers tout au long de sa carrière notamment au sein de HSBC Private Bank Suisse SA, Geneva et Société Générale Bank & Trust, Luxembourg où il exerça la fonction de Head of Private Wealth Products et Fortis Bank Luxembourg.

- Philippe Mallard : Directeur en charge du département Capital Markets, Wealth Management&Fund Distribution
 - Né le 19 août 1969, Philippe Mallard, de nationalité française, est diplômé de l'Institut Supérieur de Gestion et possède également un MBA de l'INSEAD. Il a travaillé pendant 23 ans chez Exane dans diverses fonctions (responsable de la distribution de fonds en Suisse, responsable de la vente Dérivés Options listées, responsable de la vente de produits structurés à Genève, directeur de la succursale de Genève, etc.). Philippe Mallard a rejoint en octobre 2018 Union Securities Switzerland S.A.
- Thierry Leyldé : Chief Operating Officer en charge du département Administration et Middle Office
 - Né le 2 mai 1973, Thierry Leyldé, de nationalité française, est diplômé de l'Ecole des Mines de Nancy. Après avoir passé dix ans dans le conseil en Organisation et système d'information pour différents groupes bancaires (Société Générale, Caisse d'Epargne, Crédit Lyonnais, etc.), Thierry Leyldé a rejoint EFG Bank AG en tant que responsable des projets d'acquisition de la banque. A ce titre, il a opéré comme Chief Operating Officer ad interim pour diverses filiales du groupe à l'étranger. Il a rejoint Union Securities Switzerland S.A. en avril 2017 en tant que Chief Operating Officer.

La Direction est dirigée par le CEO, suppléé par le COO. La Direction est hiérarchiquement soumise au Conseil. Des comités de directions sont organisés dix fois par année dans les locaux d'Union Securities Switzerland S.A. Des procès-verbaux sont systématiquement conservés.

2. Présentation de la société

Union Securities Switzerland S.A. est une société financière suisse, basée à Genève.

Union Securities Switzerland S.A. a été constituée en 2014 initialement sous la raison sociale Helvetica Fund Solutions S.A. et avait pour objet la distribution de placements collectifs de capitaux à des investisseurs qualifiés en Suisse.

Helvetica Fund Solutions S.A. a changé sa raison sociale pour Union Securities Switzerland S.A. le 4 novembre 2018 suite à l'octroi par la FINMA de la licence de négociant en valeurs mobilières (aujourd'hui appelée « Maison de Titres »). Union Securities Switzerland S.A. a débuté officiellement son activité de négociant au sens de la LEFin le 5 novembre 2018.

USS est autorisée par la FINMA à exercer une activité de Maison de Titres au sens de la LEFin. Elle est de ce fait soumise à l'Autorité Fédérale de Surveillance des Marchés Financiers.

3. Commentaires sur l'activité et les comptes

Rétrospective 2022

a. Activité Globale

L'activité économique mondiale a subi un ralentissement généralisé et plus marqué qu'attendu, avec une inflation qui atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. La crise du coût de la vie, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les effets persistants de la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui pèsent lourdement sur les perspectives. La croissance mondiale devrait ralentir de 6,2% en 2021

à 3,4% en 2022. Il s'agit du profil de croissance le plus morose depuis 2001, si l'on excepte la crise financière mondiale et le pic de la pandémie de COVID-19.

L'inflation mondiale a bondi de 4,7% en 2021 à 8,8% en 2022. Les politiques monétaires ont entamé un cycle de resserrement monétaire destiné à rétablir la stabilité des prix. A l'inverse, les politiques budgétaires ont été expansionnistes afin d'atténuer les pressions sur le coût de la vie

b. Orientation générale des marchés financiers

2022 a été une année très perturbée pour les marchés financiers, avec le S&P 500 enregistrant sa pire performance annuelle depuis 2008, tandis que les obligations mondiales entraînent en marché baissier pour la première fois en 70 ans. La principale cause de cette situation a été une inflation beaucoup plus forte que prévue, atteignant des niveaux records depuis des décennies et incitant les banques centrales à entreprendre leur cycle de resserrement le plus agressif depuis une génération. Pendant ce temps, les investisseurs ont également dû faire face à des troubles géopolitiques, l'invasion de l'Ukraine par la Russie entraînant des hausses massives des prix de l'énergie et des denrées alimentaires qui ont particulièrement touché les économies émergentes. Cela signifie que les matières premières ont été parmi les rares actifs à terminer l'année en territoire positif.

c. Actions, marchés obligataires, dollar et matières premières

Actions : Une campagne agressive de hausses de taux d'intérêt et des craintes croissantes de récession ont rendu l'année difficile pour les actions. Le S&P 500 (-18,1%) a connu sa plus forte baisse annuelle en termes de rendement total depuis 2008, malgré un gain de +7,5 % au T4. En Europe, le STOXX 600 a chuté de -9,9 % sur l'année et il y a eu peu de répit dans les marchés émergents non plus, l'indice MSCI EM ayant chuté de -19,9 %.

Obligations souveraines : Après une longue période de hausse, 2022 a été une année très mauvaise pour les obligations souveraines. L'indice Bloomberg des obligations du Trésor américain (-12,5 %) a enregistré sa pire performance annuelle depuis le début des données en 1973, et la série iBoxx a également chuté de -12,9 %. Les données à plus long terme montrent que c'était la pire année pour les bons du Trésor à 10 ans en termes de rendement total depuis 1788. Les obligations souveraines en euros ont connu des baisses encore plus importantes, avec une baisse de -18,4 % en raison de pertes dans chaque trimestre, tandis que les gilts ont chuté de -25,0 % au milieu des turbulences au Royaume-Uni.

Crédit : 2022 a été une très mauvaise année pour le crédit, avec des pertes dans tous les indices USD, EUR et GBP. Le crédit en GBP a connu un recul de -20,4 % pour le non-financier IG en GBP. Cependant, le crédit à haut rendement a été un acteur relatif performant dans différentes régions, avec un recul de seulement -10,6 % pour l'HY en EUR et -10,7 % pour l'HY aux États-Unis.

Matières premières: Les matières premières ont été l'une des rares classes d'actifs à enregistrer des gains en 2022. Un facteur important de cela a été l'invasion de l'Ukraine par la Russie, qui a entraîné une forte augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires au T1, puis s'est atténuée au fil de l'année. Néanmoins, le Brent (+10,5 %) et le WTI (+6,7 %) ont encore enregistré des gains pour l'année, tout comme le maïs (+14,4 %) et le blé (+2,8 %). Pour les métaux, la performance était plus mitigée. Certains, comme le platine (+10,9 %), ont connu une très forte croissance, mais l'or (-0,3 %) a peu bougé et le cuivre (-14,6 %) a enregistré son premier recul annuel depuis 2018.

Dollar : Avec la Fed qui a relevé les taux et qui s'est déplacée plus rapidement que les autres banques centrales, le dollar américain a été l'un des meilleurs performeurs en 2022. L'indice du dollar (+8,2 %) a enregistré sa plus forte progression annuelle depuis 2015, et le dollar lui-même s'est renforcé par rapport à toutes les autres devises du G10 au cours de l'année.

Crypto-monnaies : Le mouvement de de-risking a pesé sur les crypto-monnaies, avec un recul de 64,3 % pour le Bitcoin pour clôturer l'année à 16 540 \$, après avoir commencé l'année à 46 334 \$. Ce schéma s'est reproduit pour d'autres crypto-monnaies, avec une baisse de 67,5 % pour l'Ethereum.

4. Gouvernance d'entreprise

a. Structure de la société et actionariat

But et activités :

La Société peut exercer les activités suivantes, pour son compte et pour le compte de tiers :

- Négoce d'actions ;
- Négoce d'obligations ;
- Structuration et négoce de produits structurés ;
- Négoce de produits dérivés ;
- Distribution de placements collectifs dans les limites et exceptions de la LPCC et OPCC ; et
- Recherche et analyse financière associées à ces produits.
- Conseil en placement
- Gestion de fortune

La Société peut effectuer toute opération et rendre tout service en relation directe ou indirecte avec son but.

La Société exerce ses activités pour compte propre et compte de tiers, notamment à titre de mandataire, commissionnaire, fiduciaire, agent et courtier.

La Société n'accepte pas de dépôts du public à titre professionnel et ne fait pas appel au public pour les obtenir.

Structure opérationnelle :

Les organes d'Union Securities Switzerland S.A. (conseil d'administration, révisions interne et externe, direction) figurent dans la section 1 du rapport de gestion.

Actionariat :

La société est non cotée. Le capital-actions, de 3'000'000 CHF, est divisé en 3'000 actions nominatives d'une valeur nominale de 1'000 CHF. Monsieur Pierre Charlot est détenteur de l'intégralité des actions.

L'assemblée générale des actionnaires (« Assemblée Générale ») est autorisée à scinder les actions en actions d'une valeur nominale inférieure ou à consolider les actions en actions d'une valeur nominale supérieure. La consolidation d'actions requiert l'approbation de chaque actionnaire.

b. Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé de trois administrateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires (l'« **Assemblée Générale** ») pour la période s'écoulant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale ordinaire. La liste des membres est précisée en section 1 du rapport de gestion.

A tout moment, au moins deux membres du Conseil doivent être domiciliés en Suisse. Les Membres du Conseil doivent disposer des compétences professionnelles, de l'expérience et de la disponibilité nécessaires à l'exécution de leurs tâches. Leurs parcours sont résumés en section 1. Les Membres du Conseil peuvent être réélus sans limitation. La FINMA doit être informée préalablement de toute nomination ou révocation des Membres du Conseil. Le Conseil se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins quatre fois par année, en personne au siège de la Société.

Conformément aux dispositions de la loi et des Statuts, le Conseil est responsable des orientations de la Société et de la surveillance et du contrôle de sa Direction, qui est tenue de rendre compte au Conseil des opérations quotidiennes de la Société et de ses activités déléguées.

Le Conseil adopte des résolutions sur toutes les questions que la loi, les articles des Statuts, le Règlement ou les directives internes (les « **Directives Internes** ») n'attribuent pas ou ne délèguent pas à l'Assemblée Générale ou à tout autre organe de la Société. Le Conseil agit en qualité d'organe de surveillance de la Société. En particulier le Conseil veille à l'application adéquate de la loi, des Statuts, du Règlement et des Directives Internes, de toutes les circulaires FINMA, de toutes les recommandations et directives émises par l'ASB, ainsi que de toutes les autres obligations légales et réglementaires.

c. Révision interne

Le Conseil a délégué la Révision Interne de la Société à la société BDO (Genève) pour conduire des audits réglementaires de maisons de titres. Celle-ci est nommée par le Conseil.

Le Conseil surveille et juge l'efficacité de la Révision Interne et s'assure régulièrement que le Réviseur Interne dispose de ressources et de compétences appropriées ainsi que de l'indépendance et de l'objectivité adéquates pour assumer ses tâches de contrôle au sein de la Société. Tant que la Société n'a pas la taille ou le niveau de complexité requis, aucun comité d'audit ne sera instauré.

Le Réviseur Interne dispose d'un droit de contrôle illimité au sein de la Société. Il a un droit d'accès illimité à tous les livres, documents, procès-verbaux et autres notes, ainsi qu'aux supports de données et systèmes. Tous les renseignements nécessaires à l'accomplissement de ses travaux d'audit doivent être mis à sa disposition.

d. La Direction

La Direction est dirigée par le CEO, suppléé par le COO.

À l'exception des points réservés à l'Assemblée Générale ou au Conseil, le Conseil a délégué et confié la responsabilité à la Direction d'effectuer la gestion quotidienne et opérationnelle de la Société. Dans ce contexte, la Direction est responsable de la planification et du fonctionnement des activités de la Société dans les limites fixées par les Directives Internes.

e. Le Département Compliance et Risques

Le Conseil a délégué la responsabilité de la gestion des risques, de la compliance, incluant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et de la protection des données au Département Compliance & Risk.

La responsabilité du Département Compliance & Risk est confiée au Risk & Compliance Manager. Le département Compliance & Risk est hiérarchiquement rattaché au COO en sa qualité de membre de la Direction/Comité Exécutif. Néanmoins le Risk & Compliance Manager reste hiérarchiquement soumis au Conseil d'administration et conserve un accès direct à celui-ci en cas de besoin.

Le Département Compliance & Risk est une fonction indépendante de contrôle de la Société.

Le Risk & Compliance Manager est en charge de la surveillance, principalement, des domaines de risque suivants: la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, le comportement relatif à l'intégrité dans le marché, la conduite à l'égard des clients, le risque transfrontière, la gouvernance d'entreprise, le risque réglementaire et la protection des données. Le Risk & Compliance Manager assure également le caractère systématique et exhaustif de la surveillance et de l'établissement de rapports sur les positions-risques individuelles ou agrégées.

f. Le Département Capital Markets, Wealth Management & Fund Distribution

Le Conseil a délégué toutes les décisions ayant trait aux ventes et exécutions d'ordres au Head of Capital Markets, Wealth Management & Fund Distribution. Celui-ci est membre de la Direction.

g. Le Département Research

Le Conseil a délégué toutes les activités d'analyse financière au département Research. Ce département est sous la responsabilité hiérarchique du Chief Executive Officer.

h. Le Département Administration & Middle Office

Le Conseil a délégué l'ensemble des actions, fonctions ou tâches liées à la fonction d'administration générale de la Société, y compris, mais sans s'y limiter, le middle office, la comptabilité et la tenue des livres, les ressources humaines, l'informatique ainsi que la fiscalité de la Société au Département Administration & Middle Office, qui est dirigé par le COO.

i. Société d'Audit

Le conseil d'administration a nommé dès l'exercice 2018, KPMG SA, succursale de Genève, respectivement comme organe de révision indépendant au sens de la LEFin et comme organe de révision statutaire. Monsieur Nicolas Moser agit comme réviseur responsable agréé par la FINMA et comme expert réviseur agréé par l'Autorité Fédérale de Surveillance en matière de Révision (ASR). Les tâches et responsabilités de la société d'audit sont fixées par l'Autorité de surveillance.